

*Prêt notifié au Prt CPC par lettre n° 106/CPC du 14/1/87
Prêt notifié au PG/PPC par lettre n° 87/Gel/CPC du 23/2/87*

N°1/CA du Répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N° 64-26/CA du Greffe

COUR POPULAIRE CENTRALE

ISSA ABOUDOU

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Préfet de l'Atlantique.

7 Mars 1985

Vu la lettre en date du 21 Décembre 1964 enregistrée sous n°249/GCS du même jour par laquelle le nommé ISSA Aboudou faisant élection de domicile en l'Etude de son conseil BARTOLI a saisi la Cour d'une requête tendant à annuler la décision n°64-224 du 22 Juin 1964 par laquelle le Délégué du Gouvernement de Cotonou a rapporté le permis d'habiter n°14 du 9 Février 1954 qui lui avait été délivré et prescrivant l'établissement d'un autre permis pour la même parcelle aux héritiers Bouraïma BAWA;

Vu la communication sous n°77/GCS du 1er Avril 1965 faite à l'Administration pour ses observations sur la requête du 21 Décembre 1964 susvisée du requérant;

Vu la réponse n°1876 du 30 Octobre 1968 de cette Administration enregistrée sous n°934/GCS du 4 Novembre 1968;

Vu la consignation constatée par reçu n°70-90 du 4 Juillet 1970 du Greffe;

Vu toutes les pièces du dossier;

Vu la loi 61-42 du 18 Octobre 1961 organisant le fonctionnement de la Cour Suprême alors applicable;

Vu l'ordonnance 21/PR du 26 Avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême;

Vu la loi n°60-20 du 13 Juillet 1960 et le décret 64-27 du 2 Décembre 1964 relatifs à l'établissement et à la délivrance des permis d'habiter;

Vu la loi n°81-004 du 23 Mars 1981 portant organisation judiciaire;

Où le Président-Rapporteur en son rapport;

Où l'Avocat Général en ses conclusions;

Après en avoir délibéré conformément à la loi;

EN LA FORME

Considérant que la requête susvisée de ISSA Aboudou est

g .../... *h*

Prêt notifié avec permis par lettre n° 106/85-0350/1



recevable comme ayant satisfait aux prescriptions de la loi 61-42 du 18 Octobre 1961 alors applicable en tant qu'elle organisait le fonctionnement de la Cour Suprême;

Considérant par ailleurs que les héritiers BAWA Bouraïma Issa mis en cause par ABOUDOU Issa ont intérêt au maintien de la décision attaquée;

Qu'ainsi ils doivent être considérés comme intervenant en l'instance;

AU FOND

Considérant que le requérant ISSA Aboudou a déféré à la censure de la Cour, la décision n° 64-224 du 22 Juin 1964 par laquelle le Préfet de l'Atlantique ayant annulé le permis n° 14 qui lui avait été attribué le 9 Février 1954 pour habiter la parcelle Nord-Ouest du lot 629 de Cotonou, a décidé d'en établir un autre au bénéfice des héritiers ISSA Bawa;

Considérant qu'il affirme qu'il était depuis plusieurs années acquéreur des droits civils coutumiers afférents à cette parcelle et que l'Administration lui en avait attribué un permis d'habitation;

Que à sa grande surprise, la même Administration rapportait cette concession et décidait d'établir un nouveau permis au nom des héritiers Bawa ISSA;

Considérant que le requérant fonde son recours sur la violation de la loi 60-20 du 13 Juillet 1960 en ce que l'Administration avait décidé de créer un nouveau permis sans avoir au préalable recueilli l'avis de la Commission prévue par cette loi;

Que par ailleurs, en attribuant le permis d'habiter à BAWA, l'Administration avait agi au mépris de l'article 2 du Code Civil qui dispose que les lois n'ont pas d'effet rétroactif, puisque aussi bien si la loi avait prévu cette possibilité, le texte d'application n'en avait pas encore été édicté;

Qu'en outre, la décision administrative était prise en violation des règles coutumières qui refusent aux femmes le droit de succession immobilière, en présence d'héritiers mâles, surtout comme en l'espèce lorsqu'il n'est pas prouvé que la parcelle litigieuse dépendait de la succession de leur auteur;

Qu'enfin, ladite décision était nulle pour défaut de formalités prévues par la loi et absence de motivation.

.../...

Sur le moyen pris de l'absence de formalités légales et de motivation de l'acte querellé:

Considérant que le requérant Aboudou ISSA n'explique pas à quelles formalités légales l'Administration était au préalable astreinte avant de prendre la décision déferée;

Considérant quant à la motivation que l'acte versé au dossier vise d'une part la réclamation de veuve Iss BAWA et d'autre part les enquêtes et auditions de témoins diligentées par l'Administration;

Considérant sur la violation de la coutume qu'aucune disposition coutumière applicable au Bénin n'interdit à une femme d'être attributaire des droits précaires et révocables que confère le permis d'habiter;

Considérant en outre que si l'Administration a jugé que les droits originaux sur la parcelle dépendaient de la succession ISSA Bawa et n'étaient pas en conséquence propriété de ISSA Aboudou, c'est qu'elle avait déduit des enquêtes susmentionnées que le demandeur avait tout simplement dépouillé les héritiers de son feu frère en se prétendant acquéreur desdits droits;

Considérant sur le principe de la non rétroactivité de la loi que l'article 2 du Code Civil interdit l'application d'une loi récente à des faits antérieurs à sa promulgation;

Qu'en l'espèce, l'article 14 disposant qu'un décret déterminera les conditions de mutation au nom de la succession, le fait par l'Administration d'y avoir procédé en Juin 1964 ne peut constituer l'application rétroactive d'une réglementation édictée seulement en Décembre 1964;

Considérant enfin que si aux termes de l'article 2 de la loi, l'Administration doit, avant toute attribution de permis, recueillir au préalable l'avis d'une Commission ad'hoc, l'Administration n'a nullement passé outre cet avis puisque ladite Commission n'a fait l'objet d'une réglementation que par décret n°64/276 du 2 Décembre 1964 soit postérieurement à la confection de l'acte querellé;

Considérant en conclusion que loin d'avoir commis un excès de pouvoir en prenant la décision qui lui est reprochée, l'Administration a au contraire fait une exacte

.../...

9

f



application des textes en vigueur;

Considérant en conséquence qu'il échet de rejeter le recours susvisé de Aboudou ISSA et de mettre les dépens à sa charge.

PAR CES MOTIFS:

DECIDE:

Article 1er. - Le recours susvisé de ISSA Aboudou et l'intervention des héritiers Bawa Bouraïma ISSA représentés par veuve Bawa ISSA sont recevables.

Article 2. - Ledit recours est rejeté.

Article 3. - La présente décision sera notifiée au Préfet de l'Atlantique, à ISSA Aboudou et aux héritiers Bawa Bouraïma ISSA.

Article 4. - ISSA Aboudou supportera les frais de l'instance.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée des Camarades:

Alexandre PARAISSO, Président de la Chambre Administrative, PRESIDENT;

Pierre A. ASSOGBA et Barthélémy DIDE, Juges Professionnels, CONSEILLERS;

Jean-Marie GNAMBODE, ¹~~LOUIS ARFAYE~~ et Hubert GNONHOUE, Juges Populaires non Professionnels, ²CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi sept Mars mil neuf cent quatre vingt cinq, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade Pierre AHLINVI COMLAN, Avocat Général de la Section Administrative, MINISTERE PUBLIC;

et de Maître Justin TOUMATOU, GREFFIER.

Et ont signé:

Le Président,

Le Greffier,

A. PARAISSO.

J. TOUMATOU.

Approuvé: 2 mots rayés nuls.

9

Enregistré à Cotonou le 28-03-85
Case 287
Raché deux mille francs
L'inspecteur de l'enregistrement

